

FACE A L'ATTAQUE GLOBALE DE MACRON CONTRE LES TRAVAILLEURS RÉPONDONS PAR LA MOBILISATION GENERALE !

Macron et son gouvernement veulent sortir de ce deuxième confinement en perpétuant leur stratégie de la carotte et du bâton.

En effet, nous pourrions passer sagement Noël en famille et fêter la nouvelle année sans faire la moindre vague et en consommant au maximum dans les commerces ouverts dès ce samedi.

En revanche, il nous est interdit de contester sa politique ultra-libérale qui nous a mené droit dans le mur ou de réclamer une autre répartition des richesses...Sinon gare aux coups de bâton !

L'État d'urgence sanitaire quasi-permanent restreint nos libertés fondamentales déjà depuis mars et voilà que le gouvernement profite de la situation pour chasser sur les terres de l'extrême-droite avec son projet de Loi Sécurité Globale. Cette dernière s'attaque à la liberté de la presse d'abord mais plus largement à notre liberté de contester, de revendiquer, de nous rassembler et de manifester en sécurité. Cette loi donne les coudées franches aux forces de l'ordre pour intervenir en toute impunité sans risque d'être filmées. Les exactions commises par certains de leurs membres comme nous l'avons vu récemment à Paris avec des migrants pourchassés place de la République, des avocats nassés et des élus retenus...illustrent d'ores et déjà le recul de l'État de droit.

Il est donc primordial de continuer de manifester contre cette loi le samedi 28 novembre lors des Marches des Libertés prévues à Paris et dans de nombreuses villes.

Même s'il est compliqué de mobiliser entre confinement et isolement lié au télétravail massif, pour autant, nous n'avons pas le choix. Gouvernement, MEDEF et maintenant le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) montent au créneau pour nous présenter la facture de la fameuse « dette-Covid ». Au nom de quoi la population devrait payer la note pour les milliards magiques donnés à des entreprises qui licencient à tour de bras pour préserver les dividendes de leurs actionnaires ?

Nous devrions travailler jusqu'à 64 ans alors que le chômage explose chez les jeunes et qu'ils représentent déjà 50% des inscrits aux Restos du cœur cet hiver. Notre proposition d'indemniser tous les primos-demandeurs d'emploi est plus que jamais d'actualité pour lutter contre cette précarité affolante qui amène à avoir 10 millions de pauvres en France.

Les mesures de saupoudrage du gouvernement au plus fort de la crise n'étaient qu'un pansement sur une jambe de bois comme lors du Ségur de la santé. Si certains syndicats complices y ont trouvé satisfaction, la CGT, elle, continue de se battre pour obtenir plus de moyens pour notre système de santé et faire en sorte que personne ne soit exclu des mesures de revalorisation salariale.

C'est pourquoi nous appelons nos syndicats à rejoindre la mobilisation du 3 décembre à l'appel de la Fédération Santé Action sociale autour des métiers du médico-social notamment dans les établissements des UGECAM, du travail social en général mais également des métiers de l'Aide et du soin à domicile qui ont été de nouveau mis au rebus par le gouvernement. En effet, employeurs et syndicats de la branche ont trouvé un accord de revalorisation de ces métiers si mal payés d'après Macron lui-même. Mais le gouvernement vient de refuser d'agréer cet accord car il refuse de financer ce secteur dont dépendent pourtant plusieurs centaines de milliers de personnes chaque jour.

Quand on voit ce que l'État fait du dialogue social, comment s'étonner que certains employeurs, y compris dans le secteur mutualiste, transforment les négociations en « à prendre ou à laisser » ?

Nous n'obtiendrons donc que ce que nous irons chercher !

Salaires, classifications, emplois, conditions de travail : les raisons de se mobiliser dans chaque secteur sont nombreuses !

Avec la CGT, entrons dans l'action dès le 28 novembre, les 3 et 5 décembre pour exiger autre partage des richesses et gagner :

- le droit au travail : toute personne a droit à un emploi de son choix ;
- des embauches immédiates dans le privé et le public pour répondre aux besoins ;
- des aides conditionnées à l'arrêt des licenciements, aux embauches, et au développement du droit à la formation ;
- une réduction du temps de travail à 32 heures pour travailler toutes et tous ;
- l'annulation définitive de la réforme assurance chômage ;
- l'ouverture de droits à toutes et tous, en commençant par une prolongation de tous les droits en cours et la suppression des seuils d'accès à la protection sociale.
- L'abandon définitif de la réforme des retraites
- Une augmentation de nos salaires pour notre pouvoir d'achat et financer notre protection sociale

Avec toutes les précautions sanitaires, manifestons dans toutes les régions pour vivre et travailler dignement !

Ces journées de mobilisation doivent être massives pour engager du mieux possible ce processus de lutte qui doit s'inscrire dans la durée avec notamment le développement de bureaux d'embauche CGT et des perspectives fortes pour le mois de janvier.

Plus que jamais s'engager avec la CGT c'est lutter pour imposer un autre projet de société !

Aux stigmatisations, aux inégalités nous répondrons vivre ensemble et solidarité !

Moins de sécurité globale, pour plus de Sécurité sociale ! Notre choix est fait !